



Solidaires, Unitaires et Démocratiques dans le Groupe BPCE
Section syndicale Caisse d'Épargne Ile de France
24 bd de l'hôpital 75 005 Paris
01.70.23.53.40 ou 01.44.76.09.77
Fax : 01.40.26.49.13
Site : www.sudce.com
Email : sudceidf@orange.fr



SUD BPCE



tous ensemble !

COS : CE QUE VOUS NE LIREZ PAS AILLEURS

L'inspection générale BPCE épluche les oignons, le COS pleure, les salariés devraient boire le bouillon ?

Treize inspecteurs du corps de contrôle de l'organe central ont examiné à la loupe le fonctionnement et les résultats (2009-2012) de la CEIDF. Hasard du calendrier ou volonté de BPCE, c'est à l'avant-veille de la présentation du projet stratégique du nouveau directoire, que le COS a, fort opportunément, eu la primeur du rapport de l'inspection générale.

Ce rapport accable l'ancien directoire pour sa piètre gestion du PSE au regard des 13 M€ d'économies annuelles escomptés et jamais atteints, des surcoûts engendrés par l'externalisation des activités. Il souligne aussi la dégradation du climat social illustrée par un absentéisme accru ainsi que les critiques de l'encadrement déplorant une nette dégradation de la motivation de tous. Ce constat, les représentants **Sud** l'ont fait depuis des années en alertant régulièrement le COS sur la situation catastrophique du personnel, en particulier depuis le récent PSE.

Les choses se gâtent lorsque ces experts affirment qu'« avec un PNB en recul depuis 2010, un coefficient d'exploitation inquiétant avoisinant les 80% et un résultat net (RN) médiocre, l'activité de la CEIDF conduit à une destruction de sa solvabilité ». Décidemment, la patrouille n'y va pas de main morte et glisse allégrement vers la partialité, le parti pris. Le PNB depuis 2010 a toujours été en ligne avec les budgets successifs, le coefficient d'exploitation ressort à 75% au 30 juin 2013 et la médiocrité des RN depuis 2009 est liée aux dépréciations des titres BPCE détenus par l'entreprise. Pour **Sud**, tout le reste est littérature.

Quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage

Les porte-flingues de BPCE pointent la « réduction des effectifs liée au PSE insuffisante », ajoutent la « flexibilité des salariés pénalisée par une forte spécialisation », soulignent la « redondance des hiérarchiques », critiquent la « gestion du parc immobilier de la CEIDF inefficace », mais aussi et surtout accusent des frais de personnel par ETP prétendument en hausse.

Un salarié de la CEIDF coûterait en moyenne 91 K€, alors que la moyenne nationale se situerait à environ 81 K€... Dans le collimateur de la patrouille : la "RAM parisienne et le volet social coûteux".

Ces experts de BPCE désignent à la vindicte publique les salariés, leurs rémunérations, leurs « avantages », le budget des œuvres sociales du Comité d'entreprise en particulier et présentent la « renégociation des accords sociaux comme un levier de réduction des frais généraux ». Est-ce par esprit de corps ? A aucun moment, les hommes de main de BPCE ne pointent du doigt le doublement des jetons de présence des membres du COS, ni les rémunérations inflationnistes des membres du directoire, ni même les indemnités de résidence de 15 000 à 25 000 € qui leur sont accordées pour cause de vie chère à Paris. Tout est dit, ou presque.

La rentabilité de la CEIDF qualifiée de faible malgré un PNB dans le budget 2013 : c'est insuffisant. Jugé insuffisant également, le développement commercial malgré l'augmentation du taux de multi-ventes et des ventes nettes par ETP. Pour ce qui est du Résultat Net, il est qualifié de médiocre sans jamais à aucun moment regarder les incidences des différentes dépréciations passées sur les titres BPCE détenus par la CEIDF, l'impact de la souscription de TSS en 2012, ni même le coût de portage généré par l'absence des dividendes BPCE. Seuls aspects positifs pour le corps de contrôle, les méthodes venant de BPCE : l'activation clientèle qui demande néanmoins à être améliorée, la part variable, les challenges et autres temps forts.

L'heure est grave. Après avoir écouté ce constat accusateur une partie du COS, la larme à l'œil, l'envie d'en découdre chevillée au corps, a invité le directoire sur un ton martial à s'armer de courage et d'audace. Sud l'a mis en garde et l'a exhorté à faire preuve de prudence et de bon sens, à se mettre enfin à l'écoute du personnel et à ne pas utiliser ce rapport comme un alibi pour taper, une fois encore, sur les salariés de la CEIDF. Sinon, la mobilisation du personnel sera à l'ordre du jour.

N°20/2013

Le 2 octobre 2013 / Le secrétariat Sud

Jean-Philippe Bastias - Valérie Boisliveau - Jérôme Bonnard - Christine Deldicque - Martine Desaulles - Bettina Larry - Olivier Le Saëc - Françoise Quelen - Philippe Salvador - Patrick Saurin - Jean-Marie Zemliakoff